

LE MONDE *diplomatique*

> [Novembre 2022](#), pages 1, 18 et 19

DOSSIER : UKRAINE, L'ESCALADE

Une gauche désarmée face à la guerre

De Jean Jaurès à Aristide Briand, de Lénine à Clara Zetkin, lorsqu'une guerre éclatait en Europe et menaçait de l'ensevelir, tribuns de gauche et manifestants pacifistes donnaient de la voix. Rien de tel dans le cas de l'Ukraine. Alors que le conflit s'envenime et que les médias s'enflamment, la gauche européenne est aphone.

PAR [SERGE HALIMI](#)

D

DEPUIS février dernier, le risque d'une guerre nucléaire

a fait irruption dans notre actualité quotidienne. Pourtant dans la plupart des pays du monde, les partis politiques regardent ailleurs. Des candidats américains au Sénat — l'assemblée qui traite le plus directement de politique étrangère — se sont affrontés pendant une heure sans prononcer le mot « Ukraine »;

nulle manifestation d'ampleur n'est convoquée sur ce thème ; la diplomatie paraît au point mort ; la quasi-totalité des médias parient que la menace nucléaire ne constitue qu'un chantage de la Russie destiné à faire oublier l'enchaînement des défaites militaires de son armée. L'ours est acculé, nous explique-t-on, alors il gronde ; il trépigne, inutile de s'en inquiéter. Sur le terrain, l'intensité des combats s'accroît, les bombardements succèdent aux sabotages. Mais ailleurs, à gauche en particulier, on s'obstine à parler d'autre chose.

C'est donc dans l'indifférence à peu près générale que, le 3 octobre dernier, un débat sur l'Ukraine s'est tenu en France, à l'Assemblée nationale. Par charité, mieux vaudrait l'oublier. Les propos embarrassés de députés soucieux de se défendre de toute connivence passée avec le président Vladimir Poutine rivalisèrent avec des tirades grandiloquentes sur le « monde libre » qu'on aurait crues exhumées de la naphthaline des années 1950. Comme lors de chaque conflit qui engage les États-Unis depuis la guerre de Corée, des responsables politiques sans caractère et des journalistes qui ne connaissent de l'histoire de l'humanité que les deux années 1938 et 1939 ressassent leurs sempiternelles analogies : Munich, Daladier, Chamberlain, Staline, Churchill, Hitler.

Ces vingt dernières années, « Saddam », « Milošević », « Kadhafi », « Assad » nous ont déjà été présentés comme autant de réincarnations du Führer allemand ; on recommence presque tous les cinq ans. Ce coup-ci, « Poutine », le « maître du Kremlin », tient le rôle assigné. Chaque fois, on nous enjoint à combattre le diable du moment, mais aussi à le punir, à le ruiner, à le détruire, faute de quoi son entreprise criminelle s'élargira. Puis on rejoue la même scène quand on découvre, surpris et désolé, que ce qui succède au monstre terrassé n'est pas toujours le modèle de démocratie libérale et inclusive qu'on avait promis : des milices mafieuses ont succédé à Mouammar Kadhafi, l'Organisation de l'État islamique (OEI) a prospéré dans le vivier des anciens partisans de Saddam Hussein.

Dans le cas de la guerre d'Ukraine, le pari hasardeux d'un « changement de régime » à Moscou n'est pas seulement encouragé par des néoconservateurs apôtres de gros budgets

militaires et d'une guerre de civilisation perpétuelle, mais aussi par certains militants de gauche qui aimeraient que l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) permette à Kiev de reconquérir l'intégralité de son territoire, Crimée comprise. Comment répondre à la confusion qui découle de tels positionnements ?

En 1961, au plus fort de la guerre froide, George F. Kennan, le théoricien américain de l'endiguement de l'Union soviétique (*containment*), mettait en garde ses compatriotes — et quelques autres : *« Il n'y a rien de plus égocentrique qu'une démocratie qui livre bataille. Elle devient vite la victime de sa propagande de guerre. Elle tend ensuite à attribuer une valeur absolue à sa cause, ce qui déforme sa vision de tout le reste. Son ennemi devient l'incarnation du mal. Son camp, le centre de toutes les vertus. Leur affrontement en vient à être perçu de manière apocalyptique. Si nous perdons, tout est perdu, la vie ne vaudra plus la peine d'être vécue, il ne restera rien à sauver. Si nous gagnons, tout deviendra possible, (...) les forces du bien se déploieront sans rencontrer d'obstacle, les aspirations les plus nobles seront satisfaites (1). »*

La tentation d'un tel « manichéisme démocratique » est d'autant plus irrésistible dans le cas de l'Ukraine que les torts du gouvernement russe sont écrasants. Il a violé l'intégrité territoriale de son voisin dans ses frontières internationales reconnues par tous ; il s'obstine à piétiner le droit du peuple ukrainien à l'existence. Il s'est ainsi rendu coupable d'une transgression caractérisée de la Charte de l'Organisation des Nations unies (ONU) qui prohibe un tel recours à la force. Par ailleurs, membre fondateur de l'ONU, la Russie empêche cette organisation de jouer son rôle de garant de la paix internationale puisque le Conseil de sécurité, au sein duquel elle dispose d'un droit de veto, est le seul organisme habilité à sanctionner un agresseur. La Russie agit ainsi comme les États-Unis au moment de la guerre d'Irak, mais avec un facteur aggravant : après avoir pourtant reconnu les frontières de l'Ukraine au moment de son indépendance en 1991, elle a déjà annexé en 2014 une partie du territoire de son voisin, la Crimée. Et vient de s'en attribuer plusieurs autres, le Donbass ainsi que

certaines régions du sud de l'Ukraine qu'elle ne contrôle d'ailleurs qu'en partie.

Enfin, l'armée russe enchaîne les destructions, les crimes de guerre, les viols (*lire* « [L'arme du viol au banc des accusés](#) »). Pas nécessairement plus que d'autres troupes d'occupation — qu'on se souvienne des États-Unis au moment de la guerre du Vietnam, des B52, de l'usage massif de défoliants comme l'« agent orange », du massacre de cinq cents civils par le lieutenant William Calley dans le village de My Lai le 16 mars 1968. Mais de tout cela qui se souvient encore quand nul ne le rappelle plus ? Et le fera d'autant moins que, depuis le 24 février dernier, il est interdit de signaler quelque fait que ce soit qui pourrait souiller la toge immaculée de l'Occident et les récits enchantés qui le campent dans le rôle de sauveur des humbles et des faibles face à des tyrans assoiffés de sang. Le fait que l'on nous assène à toute heure autant de pieux mensonges témoigne de la régression intellectuelle et du climat d'intimidation que nous vivons (2). Au risque de devenir nous-mêmes, par peur de déplaire, ces « somnambules » qui se sont soudain réveillés en août 1914.

Une guerre nucléaire pour éviter une retraite humiliante ?

1914. Quelques jours avant le déclenchement de la Grande Guerre, l'opinion française regarde ailleurs, loin de Sarajevo, loin de la ligne bleue des Vosges. En juillet, au Palais de justice de Paris, se déroule le procès d'Henriette Caillaux. Quelques mois plus tôt, elle a assassiné le directeur du *Figaro*, Gaston Calmette, qu'elle juge responsable d'une campagne de diffamation contre son mari, Joseph Caillaux, un homme triplement coupable aux yeux d'un journal de droite de l'époque, puisqu'il est (modérément) de gauche, hostile au militarisme et architecte de l'impôt sur le revenu que l'Assemblée nationale vient de voter. Henriette Caillaux est acquittée le jour où l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie. La mobilisation générale suit aussitôt. Le 22 août, 27 000 soldats français sont tués en une seule journée. Chacun a alors oublié le procès Caillaux, comme bientôt nous oublierons

peut-être la mort d'Elizabeth II et les mille polémiques subalternes ou faits divers crapuleux qui ont distrait notre attention de la guerre d'Ukraine.

Avant l'éruption de ce volcan, nous regardions déjà ailleurs quand la lave chauffait dans le Donbass, au Kremlin et au quartier général de l'OTAN. À ce stade, il n'est plus nécessaire de rappeler la succession de provocations qui ont conduit Moscou à penser que les Américains, contrairement à leurs engagements pris au moment de la réunification allemande, cherchaient à se rapprocher des frontières russes, à absorber d'anciennes républiques soviétiques dans leur camp et à menacer ainsi le dispositif stratégique de la Russie. Les Occidentaux évitaient ce genre d'audace du temps de l'Union soviétique et n'auraient jamais toléré qu'un de leurs rivaux stratégiques campe aux frontières des États-Unis. La crise de Cuba en apporta la preuve en octobre 1962.

Mais, à l'époque, les deux superpuissances, pourtant opposées sur l'essentiel, refusèrent de s'enfermer dans le registre de la provocation, de la surenchère et de la guerre. L'absence d'informations instantanées, la moindre nocivité des médias les y aidèrent sans doute. Un accord secret dénoua la crise de 1962 et évita l'apocalypse. Le retrait des missiles soviétiques de Cuba fut suivi non pas seulement de l'engagement de Washington de ne plus envahir l'île, lequel fut rendu public, mais aussi du démantèlement des missiles américains en Turquie, lequel ne fut pas dévoilé. Les chefs d'État occidentaux évitaient alors de laisser des journalistes écouter leurs conversations avec leur homologue russe ; ils savaient que la diplomatie se distingue des relations publiques. Ils se gardaient également de prononcer, comme M. Poutine, d'interminables discours exaltés dont chaque phrase retentit comme un ultimatum.

La crise de Cuba eut des vertus apaisantes. Washington et Moscou estimèrent que l'ampleur du danger auquel ils avaient échappé leur imposait désormais de substituer la coexistence pacifique à la guerre froide. « *Tout en défendant leurs intérêts vitaux, conclut John Kennedy en juin 1963, les puissances nucléaires doivent éviter toute confrontation qui ne donnerait à*

leur adversaire que le choix entre une retraite humiliante et une guerre nucléaire.» Le président des États-Unis enjoignit donc à ses diplomates d'éviter « les petites provocations inutiles et la rhétorique hostile » (3).

Pour le moment, le conflit en Ukraine ne laisse entrevoir ni dénouement heureux ni sagesse de ce genre. Cette guerre se terminera mal de toute façon. L'hypothèse d'une Ukraine écrasée par la Russie, soumise et dépecée par son voisin, n'est pas la plus probable aujourd'hui. Elle marquerait assurément un revers spectaculaire des États-Unis et de l'OTAN. Mais au profit d'un nationalisme russe autoritaire et réactionnaire, allié à l'Église orthodoxe et à l'extrême droite. Une telle issue — on a presque scrupule à énoncer cette évidence — ne saurait servir quelque cause progressiste que ce soit.

Une gauche atlantiste embarquée dans une nouvelle « union sacrée »

Inutile pour autant d'exagérer la menace qu'une défaite de l'Ukraine ferait peser sur le reste de l'Europe en affectant de croire que, si demain Odessa tombait, Moscou attaquerait Londres, Berlin ou Paris. La manière dont les troupes russes piétinent dans le Donbass russophone après huit mois de guerre devrait interdire de penser sérieusement qu'elles voudront ou pourront menacer la Pologne ou la Lituanie, États membres de l'OTAN.

Mais la guerre ne se terminera pas bien non plus si la Russie en sort à la fois vaincue et humiliée. Bien entendu, une victoire militaire de l'Ukraine, obtenue grâce à l'aide massive des pays occidentaux, mettrait un terme à l'agression russe et rétablirait la souveraineté, au moins formelle, de Kiev sur l'ensemble de son territoire. Mais, à supposer qu'une telle issue ne conduise pas Moscou à prendre des risques insensés, y compris nucléaires, pour la contrecarrer, elle ne se résumerait pas à une victoire du peuple ukrainien. Elle renforcerait aussi la position des États-Unis dans le monde, ébranlée après les débâcles irakienne et afghane, et consoliderait l'hégémonie américaine

dans une Union européenne ayant définitivement renoncé à toute ambition d'autonomie stratégique. Enfin, elle déboucherait sur une subordination durable de l'Ukraine à l'OTAN, c'est-à-dire sur la certitude d'un état de tension permanent avec la Russie, voisin qui mûrirait sa revanche.

Dans un cas comme dans l'autre, le refus d'une solution diplomatique permettant aux protagonistes d'éviter la « retraite humiliante » que redoutait Kennedy signifierait que les grandes puissances, au lieu d'affronter pour de bon le problème du réchauffement climatique et des rapports de domination entre les États, choisiraient, pendant des décennies, de consacrer leur énergie à leur réarmement. Certes, une défaite de la Russie a parfois été suivie de réformes démocratiques dans ce pays — l'abolition du servage quelques années après la guerre de Crimée (*lire « [Quand la Russie perdait la guerre de Crimée](#) »*), la limitation du pouvoir autocratique du tsar après la victoire du Japon en 1905 —, mais il n'y eut pas de « changement de régime ». Et le danger d'une escalade nucléaire n'existait pas non plus.

En Europe et aux États-Unis, la gauche est alignée ou intimidée. Ailleurs, elle est souvent duplice, « campiste ». Alignée lorsqu'elle se rallie à la politique de l'OTAN, qui n'est pas sans responsabilités dans ce conflit. On peut lui concéder qu'elle le fait pour appuyer un pays envahi, lequel a le droit de se défendre et de libérer son territoire par les moyens de son choix, y compris en faisant appel à une aide étrangère. Ce faisant, cette gauche se rallie néanmoins sur une question essentielle à des gouvernements qu'elle combat. Et, cadencée dans une nouvelle « union sacrée », elle renonce à exprimer quelque autonomie, quelque proposition que ce soit, ce qui correspond d'ailleurs à ce que ses adversaires ont toujours attendu d'elle : qu'elle démontre son « esprit de responsabilité » en battant des mains en cadence. *« Contre militairement l'agression russe oblige, en l'état actuel des rapports de forces, à composer avec l'OTAN, conclut ainsi Edwy Plenel, qui avait déjà appuyé avec ferveur la guerre de l'Alliance atlantique au Kosovo à la fin du siècle dernier. Dans cette alternative tragique, l'impérialisme russe ne nous laisse pas le choix (4). »*

Le conflit doit se conclure par une solution diplomatique

Une autre gauche, largement silencieuse, ne croit ni à la légitimité ni à l'efficacité des sanctions occidentales, mais les défend pour éviter d'être injuriée. À vrai dire, quand on l'interroge sur l'Ukraine, elle s'empresse de changer de sujet. En France, dès lors que la gauche alignée sur l'OTAN, c'est-à-dire les socialistes et les écologistes, bombe le torse en se sachant appuyée par la quasi-totalité des milieux dirigeants et de la classe médiatique, l'autre gauche, communistes et Insoumis réunis, fait profil bas, avant tout soucieuse de laisser passer l'orage et de préserver l'alliance improbable constituée il y a quelques mois entre eux tous. Ce clivage entre atlantistes et « non-alignés » n'est pas nouveau. Le 20 avril 1966, François Mitterrand et ses camarades socialistes Max Lejeune et Guy Mollet déposaient une motion de censure contre le gouvernement du général de Gaulle. Leur motif ? Le président de la République d'alors avait, en retirant les forces françaises de l'OTAN, « isol[é] la France et cré[é] par là une situation dangereuse pour notre pays ». Au moment où la France est engagée aux côtés des États-Unis dans une guerre susceptible de l'opposer à la Russie, la divergence entre les deux gauches ressemble à un écartèlement, même si elles se retrouvent pour défendre l'écologie et le pouvoir d'achat...

Parfois qualifiée de « campiste », une troisième gauche, puissante en Amérique latine et dans le monde arabe, se proclame anti-impérialiste et relaie, comme au temps de l'Union soviétique, la plupart des thèses de Moscou. On se demande parfois si elle mesure à quel point la Russie d'aujourd'hui s'apparente, selon la formule de l'intellectuel marxiste Stathis Kouvelakis, à « un État capitaliste dont la classe dominante est constituée par une oligarchie qui s'est formée grâce au pillage de l'ancienne propriété d'État, avec le plein assentiment et l'aide des Occidentaux (5) ». Des militants libertaires ukrainiens ajoutent qu'ils n'affrontent « pas seulement une guerre entre États se disputant une position géopolitique », mais « aussi une guerre

décoloniale de libération nationale» puisque Moscou impose des gouvernements fantoches, remplace la monnaie ukrainienne par le rouble et rend obligatoire l'enseignement du russe (6).

Enfin, cette gauche anti-impérialiste pourfend légitimement l'alignement de l'Ukraine et de l'Union européenne sur les États-Unis, mais elle omet de rappeler que l'homme qui a précipité cette mutation géopolitique, ainsi que l'adhésion de deux États de l'Union à l'OTAN, la Finlande et la Suède, se nomme Vladimir Poutine. Les ennemis du président russe aiment nous seriner qu'il fut officier du KGB. Mais, au vu de son bilan depuis février dernier, on se demande ce qu'il aurait fait de plus pour servir les intérêts américains s'il avait été — comme George H. Bush — directeur de la CIA...

Car, les partisans d'une victoire totale de l'Ukraine affectent ne pas le remarquer, la Russie a déjà perdu son pari. Ses revers militaires ont entaché le crédit accordé à son armée; son aventurisme a renforcé la présence des États-Unis sur le Vieux Continent; son agression a raffermi un sentiment national ukrainien dont le président russe récusait l'existence quand il parlait d'«*un même peuple*»(même si en Crimée, dans le Donbass et ailleurs, de nombreux habitants russophones continuent de se sentir plus proches de Moscou que de Kiev). En dernier lieu, la Russie dépend plus étroitement que jamais de la Chine, à la fois pour lui vendre son gaz et pour ne pas être isolée diplomatiquement. Autant dire qu'il n'est plus possible de prétendre qu'une négociation avec elle reviendrait à récompenser son invasion.

Est-il si difficile de comprendre plusieurs choses à la fois, y compris quand elles paraissent contradictoires? On peut défendre le droit du peuple ukrainien à être souverain tout en mesurant qu'un écrasement «humiliant» de la Russie favoriserait, si l'humanité y survit, l'hégémonie des États-Unis. Car ce sont eux qui dominent l'OTAN, qui livrent des milliards de dollars d'armes à l'Ukraine et qui cherchent ainsi à affaiblir un rival stratégique du bloc occidental. La place de ces deux adversaires dans l'ordre international explique d'ailleurs que nombre d'États du Sud puissent, sans être solidaires de

l'agression russe, estimer que Moscou représente une puissance d'équilibre géopolitique dont l'effondrement ressusciterait l'hubris américaine, avec tous les dangers que cela comporte pour les éventuels récalcitrants.

La politique des sanctions, sans légitimité juridique et souvent imposée à des États qui n'en veulent pas, ajoute à cette crainte en même temps qu'elle contredit l'invocation occidentale aux « règles » et au « droit ». Il est presque stupéfiant que les États européens s'y soient ralliés avec un tel entrain, eux qui furent victimes d'un brigandage juridique nommé extraterritorialité quand Washington leur imposa de payer des amendes colossales après qu'ils eurent commercé avec Cuba et l'Iran, que les États-Unis seuls, en piétinant le droit international, avaient décidé de sanctionner (7).

La guerre d'Ukraine doit se conclure par une solution diplomatique. Rien ne l'annonce pour le moment. La Russie vient en effet d'annexer des territoires qu'elle devra un jour évacuer pour qu'un accord intervienne. Et le gouvernement ukrainien a fait savoir qu'il refuserait de négocier avec le président Poutine. Face à un tel blocage, les non-belligérants devraient éviter de jouer aux matamores sur un front où d'autres qu'eux meurent, et se concerter avec des pays que Moscou et Kiev écoutent encore pour imaginer avec eux les termes d'un règlement que Russes et Ukrainiens pourraient accepter. Les Occidentaux qui aident l'Ukraine à se défendre doivent aussi lui faire comprendre que les armes qu'ils lui livrent ne sauraient servir à une reconquête de la Crimée, que Moscou ne peut accepter, encore moins à lancer des opérations en territoire russe. Irréaliste, l'idée de juger le président Poutine pour crimes de guerre doit également être abandonnée, en ayant à l'esprit que son ancien homologue George W. Bush consacre sa retraite à la réalisation de tableaux à la peinture à l'huile dans son ranch du Texas. Enfin, puisque le président Joseph Biden a évoqué le 6 octobre dernier la « *perspective d'une apocalypse* », on aimerait être assuré qu'il consacre toute son imagination non pas à y survivre, mais à l'éviter. Pour l'Ukraine aussi, un cessez-le-feu et un conflit gelé valent mieux qu'un hiver nucléaire (8).

Dans cette affaire, l'inexistence de la gauche est sidérante. Elle ne pèse pas, se tait ou dit n'importe quoi. La vision d'une guerre de civilisation resurgit, les centrales à charbon redémarrent, les dépenses militaires explosent. Où est-elle ? Qu'en pense-t-elle ? Quelle solution diplomatique entrevoit-elle ? On la savait divisée sur des questions de politique énergétique, de symboles culturels, de stratégie électorale. La guerre d'Ukraine confirme que c'est bien pire en politique étrangère. Un domaine où pour elle tout est à faire ou à refaire — à supposer que le sujet l'intéresse encore.

SERGE HALIMI

- (1) George F. Kennan, *Russia and the West Under Lenin and Stalin*, Little, Brown and Company, 1961. Cité par Tariq Ali, *Winston Churchill. His Times, His Crimes*, Verso, Londres, 2022.
- (2) Lire Serge Halimi et Pierre Rimbart, « [Un voluptueux bourrage de crâne](#) », *Le Monde diplomatique*, septembre 2022.
- (3) Discours du président John Kennedy, American University, Washington, DC, 10 juin 1963, [lisible sur le site](#) de la John F. Kennedy Presidential Library and Museum.
- (4) Edwy Plenel, *L'Épreuve et la Contre-Épreuve*, Stock, Paris, 2022.
- (5) Stathis Kouvelakis, « [La guerre en Ukraine et l'anti-impérialisme aujourd'hui](#) », *Contretemps*, 7 mars 2022.
- (6) Cf. Vladyslav Starodubtsev et Ashley Smith, cités dans *La Révolution prolétarienne*, n° 818, Paris, septembre 2022.
- (7) Lire Jean-Michel Quatrepoint, « [Au nom de la loi... américaine](#) », *Le Monde diplomatique*, janvier 2017.
- (8) « [The war in Ukraine could lead to nuclear war](#) », entretien avec Anatol Lieven, dans *Jacobin*, New York, 3 octobre 2022.